

Madame la Directrice Académique,
Monsieur le Vice-Président du Conseil Départemental,
Mesdames Messieurs les membres du CDEN,

C'est sous une terrible chaleur que cette nouvelle année commence. Et son poids est aussi lourd que toutes les pressions qui s'exercent, depuis maintenant une semaine, sur la profession comme sur l'ensemble de la communauté éducative. Une chose est sûre : le bâti scolaire est profondément inadapté aux épisodes caniculaires que nous connaissons depuis une décennie. Nombreuses sont les fenêtres qui ne s'ouvrent pas ; nombreuses sont les salles sans rideaux occultants ; partout des records de températures ont été largement atteints, qui ont fortement perturbé les premiers cours et ont mis en péril la santé des élèves comme celle des personnels. L'Éducation Nationale a besoin d'un véritable plan d'urgence pour ses écoles et ses établissements, qui nécessite une implication réelle et profonde des collectivités territoriales. La démographie essonniennne, les modèles d'allocations des moyens, combinés à la saturation de bon nombre des locaux du département contraignent les professeurs à accueillir des effectifs extrêmement chargés, qui dégradent considérablement les conditions d'accueil et d'enseignement. Il faut sortir de cette impasse. Ce n'est qu'en construisant des établissements et en créant de nouvelles divisions que nous pourrons offrir à nos élèves des apprentissages sereins et respectueux de leurs besoins. S'ajoute à cela un arrière-plan bien austère, que le ministre nous propose d'atténuer à coup de Pacte, alors même que chacune et chacun se voit touché au quotidien par l'épuisement professionnel et une multiplication croissante de tâches. L'avalanche d'annonces avec quasiment chaque jour une nouvelle idée (planter des arbres, ouvrir les établissements de 8h à 20 heures, réduire les vacances d'été ...) agace et désoriente les personnels. Quand cela cessera-t-il ? La FSU appelle à ne pas signer le Pacte et demande une bascule des moyens mis à disposition vers le socle : ce n'est qu'à la condition d'une revalorisation salariale sans condition que les métiers pourront être revalorisés et retrouver une attractivité.

S'agissant de l'ordre du jour qui nous réunit aujourd'hui, la FSU s'inquiète et dénonce l'absence de documents. Nous profitons donc de cette déclaration pour lister un certain nombre de questions qui prendront place également dans nos prochains débats. L'austérité doit-elle aussi s'appliquer aux repas servis aux collégiens essonniens ? La hausse du prix des repas et la suppression d'une des composantes (laitage ou dessert) sonnent, pour les familles, comme une véritable injure dans le contexte socio-économique que nous connaissons. Le CDEN du 19 septembre 2022 sur les DGF faisait état de nouvelles règles de dotations très discutables, qui avaient fait l'objet de fortes contestations en séance. L'absence de documents est-il le signe d'une volonté de fermer tout dialogue avec les représentants des personnels sur ces questions ? Qu'en est-il de l'écrêtement mis en place sur les DGF 2023 ? Ces modalités redoutables qui consistent à contrôler les dépenses des établissements, à réduire leur autonomie et à faire des économies pour faire face à l'inflation, s'appliquent-elles encore cette année ? Que dire de l'Éducation prioritaire, attaquée l'an dernier sur la dotation « Vie de l'élève » en baisse sur les collèges REP + ? Les subventions aux sections sportives supprimées, elles étaient de 2000 euros en 2016, pénalisent fortement les établissements dans un contexte de préparation des Jeux olympiques et de valorisation des pratiques sportives, est-ce bien raisonnable ? Enfin, que pouvez-vous nous dire sur ODE ? Le trompe-l'œil de l'an dernier qui fait croire à toutes et tous que le budget augmente existe-t-il encore ?

Dans ce contexte de forte tension, la FSU n'est pas dupe et appelle, une fois de plus, à plus de transparence, plus de respect, plus de cohérence et de bienveillance. Elle souhaite également à tous les niveaux moins de communication politique et plus d'actes concrets construits sur le dialogue social.